



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---

Distr. : GÉNÉRALE

E/ECA/CM.8/14

30 mars 1982

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion de la Conférence des  
ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)

27 - 30 avril 1982

SUITE DONNÉE AUX RÉSOLUTIONS ET DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Introduction

1. Le présent document a trait aux mesures prises par le secrétariat au cours de la période allant d'avril 1981 à avril 1982 comme suite à certaines des résolutions énumérées ci-après adoptées par la Conférence des ministres à sa septième réunion, qui s'est tenue à Freetown (Sierra-Leone), du 6 au 10 avril 1981 :

Résolutions :

- 404 (XVI) Etude des conditions économiques et sociales en Afrique
- 405 (XVI) Mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos
- 406 (XVI) Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique
- 407 (XVI) La femme et le développement : Programme d'action et mobilisation de ressources
- 408 (XVI) Etablissements humains
- 409 (XVI) Institutions régionales et sous-régionales parrainées par la Commission
- 410 (XVI) Conclusions et recommandations du Séminaire régional sur l'Année internationale des personnes handicapées
- 412 (XVI) Renforcement, à l'échelle nationale, des moyens nécessaires à l'élaboration d'une législation et à la mise en place de mécanismes d'évaluation et de gestion dans le domaine de l'environnement dans le cadre d'une stratégie de développement
- 413 (XVI) Système panafricain de documentation et d'informatique
- 414 (XVI) Programme de formation statistique pour l'Afrique : Fonds régional à financer par la Communauté économique européenne
- 415 (XVI) Programme de formation statistique pour l'Afrique : Assistance spéciale aux pays africains lusophones
- 417 (XVI) Institut supérieur africain de formation et de recherche techniques
- 418 (XVI) Centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets
- 420 (XVI) Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique
- 422 (XVI) Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique
- 426 (XVI) Pleine régionalisation des instituts régionaux africains de formation démographique

2. Il est donné des renseignements sur la suite qui a été donnée aux résolutions 413 (XVI) sur le système panafricain de documentation et d'informatique, 417 (XVI) sur l'Institut supérieur africain de formation et de recherche technique, 420 (XVI) sur le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique, 422 (XVI) sur la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique et 426 (XVI) sur la pleine régionalisation des instituts africains régionaux de formation démographique, qui figureront à l'ordre du jour de la réunion du Comité préparatoire plénier et de la Conférence des ministres et qui feront l'objet d'un examen séparé, dans les documents E/ECA/CM.8/6, E/ECA/TCW.3/5, E/ECA/CM.8/7 et E/ECA/CM.8/11, respectivement.

#### Mesures prises

#### Résolution 404 (XVI) : Etude des conditions économiques et sociales en Afrique

3. Aussitôt après la Conférence de Freetown, des directives ont été envoyées à tous les Etats membres de la Commission pour les aider à établir cette étude. Elles comprenaient des instructions d'ordre général sur le plan de l'étude, les problèmes qui seraient abordés et les modèles de tableaux numériques. A ce jour, les seuls pays ayant répondu sont l'Algérie, Maurice et le Zaïre. Malheureusement, le rapport envoyé par l'Algérie est parvenu au secrétariat tronqué et incomplet et, n'a donc pas été d'une grande utilité dans la rédaction de l'étude.

4. C'est pourquoi, le secrétariat a continué à envoyer le personnel de la Division de la recherche et de la planification socio-économiques dans les pays afin de recueillir les renseignements nécessaires à la rédaction de l'étude et a également engagé un certain nombre de consultants nationaux qui ont fourni des renseignements précieux sur les pays suivants : Ethiopie, Ghana, Malawi, Mali, Maroc, Togo et Tunisie.

5. En tenant compte des pays ci-dessus mentionnés et des pays dans lesquels le personnel de la Division de la recherche et de la planification socio-économiques s'est rendu, il a été possible de recueillir des renseignements directement sur 29 Etats membres de la Commission. A l'avenir, il conviendrait que les Etats membres désignent un ministère ou une institution pour servir d'homologue à la Division de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA en ce qui concerne les problèmes portant sur l'étude. Lesdits ministères ou lesdites institutions auraient alors pour tâche de s'occuper des missions sur le terrain de la Division de la recherche et de la planification socio-économiques de la CEA et de fournir les renseignements nécessaires.

#### Résolution 406 (XVI) : Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique

6. Cette résolution invitait le Secrétaire exécutif à :

a) Prendre, en collaboration avec les Etats membres, l'Organisation de l'unité africaine et les organisations internationales appropriées, toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre des recommandations figurant dans le rapport de la Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, et de soumettre à ce sujet des rapports intérimaires périodiques à la Conférence des Ministres de la Commission;

b) Publier, le plus tôt possible, les documents techniques élaborés pour la Conférence et veiller à ce que leur distribution aux Etats membres se fasse sur l'échelle la plus grande possible.

7. Le rapport final de la Conférence à Arusha souligne l'extrême urgence pour les Etats membres de donner suite tant aux niveaux national que multinational aux recommandations portant sur l'acquisition de connaissances techniques relatives au potentiel dont ils disposent en matière de ressources minérales; la mise en place des moyens nécessaires à l'extraction, au traitement et à la commercialisation des ressources minérales; la création de marchés pour l'échange de ressources minérales entre pays africains; la formation et le perfectionnement de la main-d'oeuvre ainsi que la recherche-développement; la promotion de l'exploration des ressources minérales ainsi que les industries de fabrication de matériel d'extraction et de traitement; la création d'institutions de financement, d'investissements et d'assurance; et la protection de l'environnement.

8. Afin de permettre aux pays africains d'acquérir, le plus rapidement possible, les connaissances techniques relatives à leurs ressources minérales, les recommandations adoptées à la Conférence d'Arusha mettent l'accent en particulier sur la nécessité de créer des centres d'exploitation des ressources minérales au niveau sous-régional sur le modèle de celui qui existe à Dodoma (République-Unie de Tanzanie) pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et d'assurer leur bon fonctionnement; ces centres permettraient aux pays de bénéficier de services dont les principaux seraient les suivants : l'évaluation de leur patrimoine naturel qui les aiderait à obtenir les renseignements nécessaires à la réalisation des projets de mise en valeur de leurs ressources minérales tant au niveau national qu'au niveau africain; des services de laboratoires spécialisés utilisés pour la réalisation des projets de mise en valeur des ressources minérales, et les stages pratiques à court terme destinés au personnel technique servant dans divers domaines liés à la mise en valeur des ressources minérales; la collecte, le traitement et la diffusion de données et de renseignements sur la mise en valeur des ressources minérales afin de promouvoir les projets multinationaux portant sur lesdites ressources; et le renforcement de la coopération entre les pays en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources minérales au niveau de la région.

9. Créé en 1977, le centre de mise en valeur des ressources minérales de Dodoma a connu des difficultés opérationnelles considérables, qui tiennent en grande partie au fait que peu de gouvernements ont participé activement à sa création et à son fonctionnement. Au début de 1981, le Secrétariat a achevé les formalités nécessaires à la création d'un centre de mise en valeur des ressources minérales au niveau sous-régional pour les pays de l'Afrique centrale, mais, à ce jour, la mise en oeuvre du projet n'a pu être menée à bien parce que l'accord portant création du centre n'a pas été signé et ratifié par le nombre requis de pays. En ce qui concerne la création d'un centre de mise en valeur des ressources minérales au niveau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, le secrétariat travaille en étroite collaboration avec le secrétariat de la CEDEAO afin de prendre les dispositions préparatoires nécessaires au cours de 1982.

10. La rédaction du rapport de la Conférence d'Arusha est fort avancée et on envisage de le distribuer aux Etats membres au cours du premier semestre de 1982. Par ailleurs, le secrétariat espère au cours de la même période, diffuser auprès des Etats membres de nouvelles cartes géologiques relatives à la répartition des minéraux, du pétrole et du gaz en Afrique. Ces documents aideront sans doute considérablement les Etats membres à mettre en valeur leurs ressources minérales.

Résolution 407 (XVI) : La femme et le développement : Programme d'action et mobilisation de ressources

11. Parmi les six paragraphes contenus dans le dispositif de cette résolution, seuls les paragraphes 4 et 5 s'adressaient expressément au secrétariat.

12. Le paragraphe 4 prie instamment le Secrétaire exécutif de consacrer au programme en faveur de la femme une part importante des ressources obtenues à la suite de la troisième Conférence pour les annonces de contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

13. Rappelons que cinq pays (Lesotho, Botswana, Nigéria, Zaïre et Congo) se sont prononcés en faveur de ce programme au cours de la réunion. Des projets ont été élaborés pour la mise en oeuvre du programme d'action sur la base de ces engagements, mais ils n'ont pu être menés à bien parce que les fonds en question n'ont pas encore été versés.

14. Le paragraphe 5 prie instamment le Secrétaire exécutif de redoubler d'efforts en vue d'obtenir des postes permanents pour le Centre africain de recherche et de formation pour la femme et de faire du Centre une division.

15. Le poste de chef du Centre étant devenu un poste permanent au début de 1982, un avis de vacance de poste a été publié en vue de le pourvoir. Ce poste porte à 3 le nombre de postes permanents d'administrateurs au Centre, les autres étant un poste P-3 et un poste P-2. Comme suite aux recommandations du Service de gestion administrative, le Secrétaire exécutif a décidé de faire du Centre une unité autonome au sein de son Cabinet.

Résolution 408 (XVI) : Etablissements humains

16. Le Comité régional intergouvernemental mixte sur les établissements humains et l'environnement se réunira du 28 juin au 2 juillet 1982. Il avait décidé de se réunir tous les dix-huit mois; toutefois, pour des raisons pratiques, cette session a dû être retardée de six mois.

17. Dans le cadre de la restructuration du secrétariat, des propositions en vue de la création d'un cadre adéquat pour une collaboration systématique avec Habitat, le FNUE et l'ONUDI ont été examinées.

18. Les études portant sur la mise en oeuvre du projet Habitat-Afrique du Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS) ont été réalisées, et on prévoit que la constitution du dossier Habitat-Afrique commencera au cours des 4 premiers mois de 1982.

Résolution 412 (XVI) : Renforcement à l'échelle nationale, des moyens nécessaires à l'élaboration d'une législation et à la mise en place de mécanismes d'évaluation et de gestion dans le domaine de l'environnement dans le cadre d'une stratégie de développement

19. Dans le cadre de l'examen du rapport du Séminaire de juristes sur l'élaboration d'une législation relative à la protection de l'environnement dans la région de la CEA (document E/CN.14/784), les experts gouvernementaux présents à la deuxième réunion du Comité technique préparatoire plénier ont demandé des documents supplémentaires sur les délibérations du Séminaire, faisant remarquer que 15 Etats membres seulement y avaient participé et qu'une législation relative à la protection de l'environnement était très importante d'y établir des rapports appropriés entre le développement et l'environnement au sein d'un pays. Le secrétariat qui avait prévu cette demande, a présenté les trois principaux documents élaborés pour le séminaire des juristes comme documents de base au rapport.

20. Tenant compte de l'opinion exprimée par les Etats membres de la région de la CEA au sujet de l'importance d'une législation relative à la protection de l'environnement, le PNUE a approuvé et fourni des fonds supplémentaires pour la préparation d'une publication conjointe CEA/PNUE intitulée Elaboration d'une législation relative à la protection de l'environnement dans la région de la CEA comme rapport de fin de projet. Ce rapport contenait les recommandations du rapport du séminaire des juristes approuvées par la résolution 412 (XVI) adoptée par la Conférence des ministres de la CEA ainsi que des résumés des rapports des missions effectuées par les quatre consultants dans les 13 Etats membres choisis, les rapports nationaux des juristes participant au séminaire et les documents de base établis par le secrétariat de la CEA pour le séminaire.

21. Le secrétariat a envoyé la publication CEA/PNUE aux Etats membres en mars 1982 en leur demandant de lui faire rapport sur les mesures qu'ils ont prises pour mettre en oeuvre les recommandations portant sur l'élaboration d'une législation relative à la protection de l'environnement dans leurs pays. Les rapports ainsi établis seront présentés à la réunion du Comité régional intergouvernemental mixte sur les établissements humains et l'environnement qui doit se tenir à Addis-Abeba du 28 juin au 2 juillet 1982.

Résolution 414 (XVI) : Programme de formation statistique pour l'Afrique : Fonds régional financé par la Communauté économique européenne

22. Cette résolution approuve les propositions contenues dans le descriptif de projet présenté à la CEE par le secrétariat des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour l'octroi d'une assistance financière accrue, par l'intermédiaire d'un fonds régional, pour le Programme de formation statistique pour l'Afrique. Elle prie instamment la Communauté économique européenne (CEE) d'examiner ces propositions avec bienveillance et prie le Secrétaire exécutif d'aider le secrétariat des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à mener à bien les négociations avec la CEE. Enfin, elle invite le Secrétaire exécutif à réviser les critères d'octroi de bourses d'étudiants en collaboration avec les Etats membres et les représentants des centres de formation concernés.

23. Le texte de cette résolution où la Conférence des ministres de la CEA se félicitait des efforts accomplis jusque là par le secrétariat des pays ACP en ce qui concerne le projet, et formulait l'espoir que ces efforts se poursuivraient jusqu'à l'aboutissement des négociations fut transmis en mai 1981 au Secrétaire général des pays ACP. Le Conseil des ministres des pays ACP a également adopté une résolution pour appuyer ce projet.

24. Une mission s'est rendue à Bruxelles en juin 1981 pour évaluer les progrès accomplis dans les négociations et pour discuter des principaux problèmes pertinents. Une réunion s'est tenue au Siège de la CEE avec la participation de S.E. L.B. Monyake, Ambassadeur du Royaume du Lesotho auprès de la CEE, de fonctionnaires de la CEE et du Bureau des statistiques des Communautés européennes et de représentants du secrétariat des pays ACP et de la mission de la CEA. Les fonctionnaires de la CEE ont confirmé que les projets régionaux n'avaient toujours fait l'objet d'un examen. On espérait que des réunions internes pertinentes commenceraient en juillet 1981. Il avait été demandé au secrétariat des pays ACP de fournir des éclaircissements au sujet de la demande de financement du Programme de formation statistique pour l'Afrique à l'aide du fonds régional de la CEE. Cela fait, on avait demandé que le texte de la résolution de Freetown soit communiqué à la CEE. Il a été convenu qu'un examen complémentaire s'imposait pour des questions telles que celles concernant l'organe juridique qui serait chargé de l'exécution du projet, les modifications éventuelles au descriptif de projet antérieur, etc.

25. La question du financement régional par la CEE a également fait l'objet d'un examen lors de la deuxième réunion des directeurs des centres du Programme de formation statistique pour l'Afrique tenue à Addis-Abeba en novembre 1981. Les discussions ont permis d'aplanir certaines difficultés rencontrées lors de l'examen de la demande. Les participants à la réunion ont demandé au secrétariat de prendre sans délai les mesures nécessaires afin de surmonter ces difficultés et de trouver une solution juste aux problèmes du financement régional de la formation statistique en Afrique. En conséquence, les représentants de la CEA et de la CEE se sont réunis et ont recommandé :

a) D'améliorer le processus d'octroi de bourses d'étudiants. A cet effet, il conviendrait que les pays intéressés fassent connaître, à l'avance, le nombre de bourses dont ils auront besoin pour une période portant sur 1 à 3 ans, et que les donateurs s'efforcent de satisfaire ces besoins et de faciliter l'octroi des bourses.

b) La réalisation d'une étude conjointe par la CEA, la CEE, les pays membres de la CEE et le secrétariat des pays ACP, visant à définir les mesures que pourrait prendre chaque partie et les responsabilités qu'elle devrait assumer.

26. Le secrétariat de la CEA a été informé qu'une réunion devait se tenir le 17 novembre 1981, au cours de laquelle la demande de financement régional par la CEE serait examinée. Après la réunion, la CEE devait envoyer une réponse officielle au secrétariat des pays ACP. On attend toujours les résultats de cette réunion. Des câbles de rappel ont été envoyés à ce sujet au secrétariat des pays ACP et au Bureau de statistiques des Communautés européennes.

27. Cette question fera également l'objet d'un examen lors de la deuxième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains en mars 1982. Tout progrès ultérieur qui pourrait résulter des débats de la Conférence sera signalé à la Conférence des ministres de la CEA.

28. S'agissant de la question relative à la révision des critères d'octroi de bourses, la réunion des directeurs des centres du Programme de formation statistique pour l'Afrique, à laquelle étaient également représentés les pays bénéficiaires, n'a pas estimé qu'elle devait faire l'objet de discussions, étant donné la situation actuelle des négociations avec la CEEA. Cette question sera examinée ultérieurement, si la création d'un fonds régional pour l'octroi de bourses devait se matérialiser.

Résolution 415 (XVI) : Programme de formation statistique pour l'Afrique :  
Assistance spéciale aux pays africains lusophones

29. Après avoir examiné le rapport de la Réunion des représentants des pays africains lusophones portant sur la formation statistique tenue à Addis-Abeba en octobre 1980, la Conférence des ministres a pris acte du rapport de la réunion, a prié le Secrétaire exécutif d'entreprendre toute action nécessaire en vue d'octroyer une assistance technique accrue aux pays africains lusophones et a demandé au PNUD d'accorder un appui financier approprié aux projets nationaux et régionaux qui seraient proposés par les pays africains lusophones.

30. Rappelons que le rapport final recommandait que le centre, de Lubango (Angola) soit régionalisé afin d'assurer la formation statistique du personnel de niveau intermédiaire pour les pays africains lusophones. Il recommandait également que les bureaux statistiques nationaux desdits pays organisent et mettent au point un programme de formation statistique en cours d'emploi.

31. Le secrétariat a élaboré un plan pour la mise en oeuvre de la résolution qui comprend les mesures suivantes :

- a) Evaluation des installations du centre de Lubango;
- b) Elaboration d'un descriptif de projet relatif à l'assistance opérationnelle en vue de l'amélioration et de l'élargissement du Programme de formation statistique pour l'Afrique, comprenant une disposition pour le projet spécial destiné aux pays africains lusophones;
- c) Présentation du descriptif de projet au PNUD, conformément au troisième cycle de programmation mixte PNUD/CEA, et suite pertinente à donner;
- d) Examen de l'assistance spéciale aux pays africains lusophones par le Groupe de travail sur l'organisation et le personnel de service statistique en Afrique et la deuxième réunion des Directeurs des centres du Programme de formation statistique pour l'Afrique tenue à Addis-Abeba en octobre-novembre 1981, et présentation d'un rapport à la deuxième réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens, et démographes africains;



e) Discussion avec les autorités angolaises appropriées sur les mesures à prendre afin de mettre en oeuvre le projet de Lubango, y compris les engagements des diverses parties concernées;

f) Discussion avec les autorités appropriées des autres pays africains lusophones concernant les dispositions à prendre pour l'envoi d'étudiants au centre de Lubango;

g) Mise en oeuvre du projet de Lubango;

h) Assistance aux pays de ce groupe dans l'organisation et la mise au point d'un programme de formation en cours d'emploi.

32. Les questions (a) à (d) ont déjà été traitées par le secrétariat. Le PNUD a accepté de continuer à fournir une aide d'un montant de 2 millions de dollars des Etats-Unis pour le Programme de formation statistique pour l'Afrique, y compris le projet de Lubango, durant la période 1982-1986. Le projet de Lubango représente approximativement 20 p. 100 de la somme totale, compte tenu du fait qu'il existe déjà 12 centres qui participent au Programme. La date de lancement du projet a été fixée à 1983 à condition que toutes les dispositions nécessaires puissent être prises conformément au plan.

33. Les mesures requises concernant les questions (e) à (h) seront entreprises aussitôt après la réunion de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, où sera également examinée la question des institutions régionales, y compris celle de la régionalisation du Centre de Lubango. A ce sujet, tout progrès ultérieur sera signalé à la Conférence des ministres.